

Communiste S

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 14



Septembre 2005

Après le 29 mai, il nous faut un PCF indépendant et combatif, ouvert aux défis du 21^{ème} siècle.

Avec le référendum du 29 mai, le peuple de France a affirmé sa volonté que rien ne se fasse sans qu'il ait dit son mot. Cette volonté se traduit quelque part comme un appel d'urgence auquel un parti communiste plus fort, plus influent, plus combatif doit répondre

Cette victoire du non peut se traduire par des avancées réelles pour les salariés, les habitants des quartiers populaires en prolongeant le rassemblement dans l'union et l'action.

La droite pétainiste avec son trio de choc CVS (Chirac / Villepin / Sarkozy) cogne de plus belle. Elle nous impose sa politique antipopulaire et n'hésite pas à piétiner les plates bandes de Le Pen en criminalisant la misère, l'immigration, les manifestations, l'activité syndicale.

Au nom du libéralisme et de la mondialisation, la droite et la social-démocratie mènent une attaque de grande ampleur contre deux siècles de progrès sociaux conquis de haute lutte depuis la révolution de 1789.

L'heure est à la lutte dans l'union la plus large non seulement contre le libéralisme mais aussi contre le capitalisme. Or, le parti socialiste ne veut pas rompre avec ce dernier, son but est de l'aménager. En appelant à voter oui, le PS maastrichtien a franchi le Rubicon. Il doit assumer les conséquences, sa raison d'être. Il est inadmissible que des ténors du "NON de gauche" appellent à réconcilier le Non populaire avec son contraire, le prétendu oui de gauche. LE OUI ETAIT DE DROITE !

Rabattre le peuple du NON vers le "Parti SOCIAL-OUISTE", ce serait créer à terme les conditions d'un nouveau 21 avril au risque de paver la route à l'extrême droite.

Il est inadmissible également que des ténors du "Non de gauche" essaient de s'approprier le vote des électeurs en prétendant que les Français ont voté pour une "renégociation" de la constitution.

C'est pourquoi nous, militants résolus du NON, qui n'opposons pas le patriotisme républicain à la solidarité internationale des opprimés, nous tous qui avons dit NON à toute constitution supranationale de l'Europe du grand capital, appelons tous les communistes du NON à refuser tout repêchage, toute "renégociation" du texte recalé par le suffrage universel.

Dans ce contexte, notre parti peut à nouveau jouer un rôle central en se démarquant des forces qui le tirent vers le renoncement et l'acceptation du capitalisme, en retrouvant son autonomie de pensée et son indépendance d'action.

Il peut redevenir ce parti subversif qu'il fut tout au long des étapes majeures du 20^{ème} siècle et ne pas rester éternellement à la remorque du parti social-ouiste ou se diluer dans un conglomérat aux contours flous dont la caractéristique essentielle est de ne pas prendre bille en tête le capitalisme. Nous devons fuir comme la peste les combinaisons d'appareils stérilisantes dans un système institutionnel à bout de souffle, un système monarchique et bipolaire tout entier dévolu à servir les intérêts d'une société capitaliste qui a fait son temps.

Le Parti dispose d'une culture, d'une expérience, d'une théorie, d'une pratique, d'une organisation nationale, de points d'appui locaux, d'élus à tous les échelons qui lui permettent de voir les choses en grand, d'être indépendant et fort, en retrouvant audace et détermination, en se replaçant à l'avant garde pour contribuer à l'émergence d'un vaste mouvement populaire, d'une nouvelle union populaire sans a priori.

Nous devons construire une stratégie politique nouvelle en dehors du parti socialiste et être attentif à la radicalité qui monte de notre peuple.

Affirmons ce que nous sommes sans complexe, communistes et fiers de l'être, pour proposer aux travailleurs, aux citoyens de s'engager sur la seule voie qui puisse leur permettre de desserrer l'étau du capitalisme : la lutte des classes avec l'union du peuple de France.

Dès lors, toutes les formes d'union deviennent envisageables et nécessaires pour donner vie à l'espérance et construire un rapport des forces sociales et politiques inédit.

Le Collectif P.C.F. 17

Affaire de l'incendie du medef le 5 juin 2003

La citation à comparaître est donc tombée. Les 4 mis en examen sont convoqués devant le **tribunal correctionnel**, 10 rue du Palais à **La Rochelle le 20 octobre 2005 à 14 heures**.

Ils sont prévenus pour l'un "*d'avoir détruit volontairement le bâtiment du medef et le mobilier qui le composait par l'effet d'une substance explosive, d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes...*", pour les trois autres de complicités de ces mêmes faits.

Alors que le comité de défense a, à partir de faits, de témoignages, de photos, démontré combien, dans cette affaire, il y avait machination, les quatre comparaîtront devant la justice sous la menace de lourdes peines.

Les citoyens, les démocrates doivent dire Non. Les communistes ne peuvent laisser faire.

Il s'agit, bien sûr, avant tout de criminaliser le mouvement social, de prendre les 4 en otage pour l'exemple.

Notre collectif souhaite que la large mobilisation engagée prenne des proportions exceptionnelles.

Aux côtés des quatre, nous souhaitons un grand rassemblement à la hauteur du coup que pouvoir et patronat veulent porter.

Les organisations syndicales, le comité de défense prendront des dispositions importantes, à n'en pas douter.

Nous serons présents, comme au premier jour, aux côtés des quatre pour exiger leur relaxe.

Le Collectif PCF 17.

J'adhère au Comité de Défense en qualité de :

Nom et prénom :

Adresse:.....

Tel :e-mail :

Portable : Profession :.....

Je verse (5 €minimum, 1 €pour les "Très faibles ressources") :

Chèque libellé à l'ordre de "Comité de Défense 5 juin 2003" et bulletin à envoyer à l'adresse suivante
Comité de Défense - Maison des syndicats - 6 rue Albert 1^{er} - 17025 LA ROCHELLE CEDEX 1
E-Mail : comdef5juin03@aol.com

Communiqué de la rédaction de notre bulletin CommunisteS

A partir de ce numéro de notre bulletin communisteS, nous avons décidé de renouveler notre expérience de libre expression, liberté d'écriture, libre débat, paroles de communistes entre communistes, en vue de la préparation de » notre 33^{ème} congrès.

Le journal CommunisteS poursuit sa démarche d'ouverture en ouvrant ses colonnes pour être un véritable outil d'échanges entre militants, adhérents qui souhaitent défendre leur idéal.

Libre débat veut dire aussi que les divergences d'appréciation peuvent exister, des hésitations, des interrogations, et c'est précisément la raison de nous réunir pour ouvrir une perspective communiste.

N'hésite pas à nous faire parvenir ta contribution écrite que nous publierons dans son intégralité, deux camarades ont déjà participé, tu les trouveras ci-dessous.

Mars 2006, un congrès communiste à préparer dès maintenant, pour donner toute ses chances à la démocratie interne.

Ne nous privons pas de débat, intervenons, donnons notre avis.

Donner toutes ses chances à la démocratie dans notre parti passe par **l'ouverture de véritables débats** pour notre congrès, **dès maintenant**, en donnant toutes les vraies cartes politiques à tous les communistes, condition minimum pour aller au fond des choses.

Premier questionnement incontournable, que beaucoup de communistes posent depuis des mois : de quel parti communiste français avons-nous besoin ?

Deuxième questionnement, un parti communiste français pour faire quoi, avec quel projet politique ?

Troisième questionnement, nos stratégies d'alliances, avec qui, pour faire quoi ?

Bien évidemment, je n'ai pas la prétention d'avoir des réponses toutes faites à tous ces questionnements. Non l'objectif de cette contribution est tout simplement d'apporter un point de vue sur notre parti, afin d'alimenter le débat.

Revenons à notre premier questionnement : de quel parti communiste avons-nous besoin, cette réflexion ne peut se faire en dehors des réalités politiques d'aujourd'hui, c'est-à-dire le résultat du référendum du 29 mai 2005. En effet la campagne du référendum a créé une situation inédite.

Rappelons-nous, tous les grands partis de droite ou de gauche (le PS les verts) ont appelé au oui à la constitution européenne, seul notre parti s'est positionné pour le non sur des bases anti-libérales et anti-capitalistes, cette bataille du référendum est riche d'enseignement politique.

Effectivement la campagne du référendum a permis d'engager le débat sur l'Europe dont les peuples ont besoin. Evidemment nous n'en sommes qu'au début de ces questionnements, mais ces débats ont.

ouvert les portes d'une autre façon de faire de la politique, ce qui d'ailleurs, nous a permis de constater l'engagement de citoyens non membres de notre parti auprès de nous.

L'intervention des citoyens et l'engagement des communistes ont été révélateurs de situations diverses.

Deuxième aspect, et fait nouveau, des alliances se sont constituées sur des bases de classe (exprimant un non au libéralisme, non à une constitution européenne). Sur ces bases-là, un parti comme la LCR, et une frange non négligeable des alter mondialistes du mouvement social (le collectif des 200) se sont battus à nos cotés.

Suite au verso

Cette simple analyse nous montre que quand notre parti a des positions politiques de classe clairement exprimées, les adhérents, les militants s'y retrouvent et s'engagent dans une démarche de proximité. Cela permet également d'ouvrir de nouvelles perspectives politiques.

Un autre aspect du débat politique, jamais débattu dans notre parti "faut-il oui ou non une constitution européenne ?", le constat des réalités vécues pendant la campagne du référendum, nous a montré des militants fortement engagés pour le non à la constitution, d'autres pour le non à toute constitution, ailleurs la campagne a été menée par une certaine élite politique sur la base du non à cette constitution, donc oui à une autre constitution.

Ceci étant, ayons le courage politique d'analyser ces deux choix : une Europe avec une constitution ou sans, avec des règles de fonctionnement.

Un exemple de débat dont les communistes ont besoin. Je suis convaincu que le temps de la préparation du congrès de Mars 2006 devrait nous permettre d'avoir un regard critique sur le fonctionnement de notre parti.

En effet nous avons abandonné le centralisme démocratique, le but proclamé était d'obtenir une plus grande participation des communistes dans la vie et les décisions du parti.

En réalité rien n'a changé le centralisme a perduré, ne reprenant que très peu en considération les opinions des communistes, des cellules, des collectifs et des sections.

D'ailleurs des cellules qu'on a fini par supprimer en les privant de ressources financières et en centralisant les décisions dans les mains des grosses sections et des fédérations.

Comment s'étonner alors de la désaffection des communistes à leur organisation politique puisque leurs opinions ne sont pas entendues par les dirigeants.

Cette situation est sans issue. Sans bouleversement profond, la fracture existante entre les dirigeants et l'ensemble des militants et des adhérents risque de faire exploser notre parti.

Il est encore possible de faire autrement. Le parti peut se transformer, sortir de toutes ses équivoques, analyser ses erreurs, assumer ses échecs et aider au rassemblement du peuple de France, de la classe ouvrière et du monde du travail.

Pour cela il faudra faire preuve d'innovation, de créativité, d'élaboration d'une nouvelle stratégie politique, d'une pensée philosophique et culturelle avec les exigences de la lutte des classes.

Notre parti a besoin de préserver son indépendance à l'égard du système politique, de la cinquième république, de l'idéologie libérale prédatrice des libertés individuelles et collectives.

C'est l'exigence affirmée de plus en plus par les communistes qui revendiquent une stratégie politique révolutionnaire d'identité communiste.

Daniel Vince

Clarification pour une unité des communistes dans l'action en vue du 33^{ème} congrès.

L'irruption du peuple dans la victoire du non ouvre une situation politique nouvelle et offre un espace pour le courant révolutionnaire que le parti communiste français est censé représenter, d'autant qu'il était, dans sa diversité, ses sensibilités, le seul parti représenté à l'assemblée nationale à avoir porté la bataille du non.

Il est plus que nécessaire que le parti retrouve combativité, esprit de conquête, indépendance de pensée et d'analyses, ouvert sur la société française.

Si la coalition du non était pluraliste, près de 70% étaient de classe. Si la majorité du non ne savait peut-être pas ce qu'elle voulait globalement, elle savait ce qu'elle ne voulait pas et ne voulait plus, les citoyens se sont réapproprié le débat politique. Leurs participations ouvrent des perspectives en montrant une volonté de construire.

Dans ce contexte nous devons analyser sérieusement le glissement réformiste de notre parti.

La fracture du Parti socialiste ne doit pas nous conduire à penser qu'il y aurait un mouvement de balancier vers une gauche plus à gauche, à l'heure où le PS amplifie sa dérive droitière, la direction de notre parti veut continuer "à révolutionner la gauche" en continuant de nier la nature même de la social-démocratie. La gauche et la droite, ce n'est pas pareil, nous dit on.

Le positionnement du PS n'a-t-il pas tranché le 29 mai ? et les électeurs du non de gauche ? Comment prôner l'union au niveau national avec un parti qui a franchi le Rubicon, dont les chefs dépensent leurs énergies pour des querelles d'ambitions en se positionnant pour les présidentielles de 2007 ?

Le positionnement du parti doit se modifier, se clarifier en s'écartant des sirènes de la social-démocratie, du social libéralisme.

C'est aux communistes de définir l'avenir de leur mouvement, de leur nature révolutionnaire. Arrêtons de subordonner notre action à l'alliance avec le PS sous prétexte d'électoratisme pour des places. Depuis la mutation, on a entraîné le parti vers le réformisme.

Le manque de débat, de clarification, de théorie, de pratique est mortel.

Il y a 25 ans on parlait de virage à droite du parti socialiste. Ces dernières années la direction a exhorté le PS à tourner la page du social libéralisme. Chaque fois que le parti a essayé de faire changer d'orientation le PS, c'est le parti communiste qui dérivait.

Ayons le courage de reconnaître que nous avons cautionné une mauvaise politique menée par les gouvernements socialistes. Il nous faut clarifier notre conception du rassemblement et de l'union en recherchant la confrontation sur les choix de société : aménagement du capitalisme ou rupture avec lui.

Menons un combat frontal de classe contre la droite, le MEDEF, le capitalisme, le libéralisme.

Le parti communiste est une force politique à part entière, il peut devenir un recours pour impulser une politique nouvelle et construire dans les luttes avec d'autres forces qui souhaitent un rassemblement majoritaire aux couleurs progressistes du peuple de France.

Le vote majoritaire du non est porteur de cette exigence.

Nous devons intervenir dans la lutte des classes, continuer le combat historique des communistes et poser publiquement la question de la force, de l'influence du Parti Communiste dont le peuple a besoin.

Jean-Louis Rolland



Dans la dernière période, nous avons été touchés par la disparition de plusieurs camarades. Parmi eux, Gisèle Vinet, membre de notre collectif. Avec émotion nous pensons à elle.

Avec Gisèle, toujours pleine de vie et exprimant ses convictions communistes dans la bonne humeur, la fraternité prenait tout son sens.

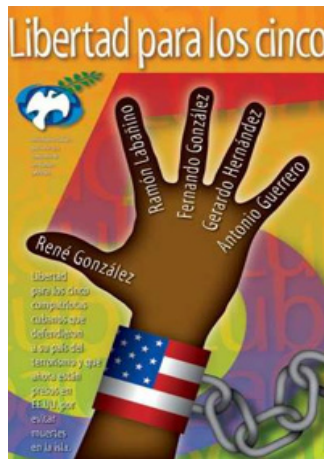
"Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse continueront à glorifier le chasseur." Proverbe africain.

LIBERTE POUR LES 5 !

5 Cubains avaient infiltré les milieux anticastristes de Miami (USA) et permis d'éviter de nombreux actes de terrorisme dirigés contre leur pays.

A l'issue d'un procès truqué, ils ont été condamnés en 1998 à de lourdes peines de prison de 15 ans à une double perpétuité pour "conspiration en vue de commettre des actes d'espionnage".

Cela fait maintenant plus de six ans qu'ils sont incarcérés dans des conditions indignes.



Le tribunal d'appel d'Atlanta (USA) vient d'annuler leur condamnation car : "les conditions dans lesquelles s'est déroulé leur procès n'ont pas permis aux accusés d'obtenir un jugement juste et impartial".

Cette décision vient après une délibération d'une commission de l'ONU qui a déclaré que la prison pour les cinq cubains est arbitraire et viole le droit international.

Ces positions ne pourront que renforcer l'exigence de la libération des 5 de Miami.

Statistiques et religion

54 % des Israéliens (75 % des laïcs mais 20 % des religieux) ont approuvé le retrait des colonies dans la bande de Gaza, (qui est pourtant loin des résolutions de l'ONU permettant un état palestinien viable).

Des élus socialistes et verts défendent le "mur" israélien.

Les défenseurs français de la politique israélienne ont trouvé une méthode pour empêcher la solidarité à l'égard des Palestiniens. Ils accusent d'"antisémitisme" tous ceux qui critiquent la politique d'Israël. C'est ainsi que le sociologue Edgar Morin a été condamné pour "diffamation raciale" pour avoir critiqué Israël et refusé de mettre sur le même plan l'occupant Israélien et l'opprimé Palestinien.

Par contre des élus verts et socialistes, dont le bras droit de Fabius, qui s'étaient rendus en Israël ont approuvé la nécessité du "Mur". Ils semblent ignorer que ce mur d'annexion et d'apartheid a été condamné par la Cour Internationale de Justice de la Haye.

Dans les médias, personne ne les accusera d'antisémitisme.

VENEZUELA : encore une victoire électorale pour Chavez !

Aux élections municipales, c'est une victoire (la 9^{ème} depuis 99 !) éclatante des partisans de Chavez : 80 % des sièges.

On se rappelle que Chavez, président du Venezuela a été insulté par nos médias : dictature, populisme, démagogie.

On a tout reproché à ce peuple d'Amérique Latine qui a l'audace de défendre le gouvernement qu'il a choisi, la volonté d'employer les revenus de son pétrole pour vaincre la pauvreté et l'analphabétisme plutôt que de les distribuer à l'impérialisme étasunien.

Il a aussi signé des accords avec de nombreux pays d'Amérique Latine dont Cuba. Ainsi ce dernier peut acheter du pétrole à un prix stable et en contrepartie fournit de l'aide en matière de formation, de santé.

En usant de formes nouvelles de démocratie et de luttes populaires, en lançant réforme agraire et réforme sociale en faveur des plus pauvres, le peuple vénézuélien a engagé une véritable révolution : elle est déjà un exemple non seulement en Amérique mais aussi pour les militants progressistes de pays pétroliers livrés à l'impérialisme, en Algérie notamment.